

# UNE PAGE SE TOURNE ... ENFIN !

**N**ostalgie pour les uns, espoirs nourris d'attentes jusqu'à présent déçues pour les autres. En matière de gouvernance des TIC pour les secteurs de la santé et du médico-social, la page d'un poussiéreux recueil de 15 années d'immobilisme méticuleusement entretenu semble enfin se tourner. Il faut dire que le retard accumulé par notre pays dans ce secteur enfin perçu comme stratégique a fait l'objet de maints rapports publics. Avec un constat unanimement partagé par les différents rapporteurs : une gestion profondément inadaptée, par l'Etat et ses services, des technologies au service de l'efficacité de notre système de santé. Cette fois, Michel Gagneux et Marius Fieschi vont bien plus loin, dans le rapport qu'ils viennent chacun de remettre à la Ministre de la santé en juin dernier, que le simple constat de carence maintes fois détaillé. C'est en effet une série de mesures concrètes et courageuses, attaquant le mal endémique à la racine, que les deux personnalités formulent pour rompre avec la dynamique d'échecs répétés. Paradoxalement, la dange-

d'efficacité. Ce contexte délétaire est en outre aggravé par une démographie médicale en berne, mécaniquement combinée avec un fort accroissement de la demande des patients. Les TIC de santé apparaissent, dans ce calamiteux scénario, non comme une fin, mais comme une condition pour sortir de l'enlèvement. Moyen, d'abord pour organiser les flux de connaissances nécessaires à une meilleure gestion des ressources et des processus. Moyen ensuite, afin de sortir du stérile colloque singulier hérité des siècles passés, en lui substituant une coopération interprofessionnelle au bénéfice du patient, notamment entre les médecins et les infirmiers. Moyen encore, en vue d'assurer une prise en charge distante et sécurisée des personnes isolées, en favorisant au passage le renforcement du lien social sur leur lieu de vie. La question n'est donc pas de savoir si la mise en œuvre de la télésanté, qui combine ces technologies au service d'une santé équitable pour tous va se

faire ou pas, mais plutôt avec qui. En tout état de cause, elle nécessite

une mobilisation des acteurs économiques pour favoriser une véritable politique industrielle en matière de télésanté. Ce nouveau paradigme doit s'accompagner d'une refondation profonde, voire drastique, des institutions qui en ont la charge. C'est ce que préconisent les deux rapports remis en juin à l'exécutif, et la mise en œuvre de leurs recommandations ne se fera pas, en raison de la résistance



au changement des citadelles institutionnelles à ébranler, sans sueur et sans larmes. L'efficacité au service de nos concitoyens est pourtant à ce prix, mais l'objectif est à portée pour autant qu'il soit poursuivi avec une volonté politique inflexible. Pour ce qui les concerne les industriels spécialisés, dont la plupart sont membres de LESISS, sont prêts à apporter aux côtés des autres acteurs impliqués leur concours pour atteindre les différents paliers de cet objectif. Le jeu en vaut d'ailleurs la chandelle puisque le déploiement rapide de ces technologies se fera, avant tout, au service d'une santé équitable pour tous. Pour tous, et pour permettre à notre pays de retrouver son image d'excellence médicale, synonyme d'attractivité dans le village mondial. Avec, pour corollaire, la création d'une économie numérique florissante dans un pays qui en a aujourd'hui plus que jamais durablement besoin.

**Yannick Motel**

la page d'un poussiéreux recueil de 15 années d'immobilisme

reuse pente sur laquelle notre système de santé en déshérence est engagé se prête idéalement à la rupture qu'ils préconisent. Ponctué de désertification sanitaire dans un nombre croissant de régions, de menaces pandémiques, de rupture de l'égalité de traitement liée aux disparités territoriales, notre couverture médico-sociale autrefois mondialement enviée connaît aujourd'hui une grave perte